

Un monde nouveau

Dans la relation France-Algérie qui constituera, n'en doutons pas, un axe majeur de la politique de l'Union pour la Méditerranée - si celle-ci finit par exister - quel rôle va-t-on assigner à la culture, elle qui ne saurait s'affranchir de l'héritage du passé?

par Évelyne Joyaux

Dans le journal *La Provence* du 15 mai 2009, nous pouvons lire en première page: « *La Méditerranée unie par la culture* ». Est-ce une réalité ou un espoir? La réponse est en page intérieure: « *L'Union pour la Méditerranée (UPM)...est quasiment dans le coma depuis l'offensive israélienne de Gaza... elle tente désormais l'atout culturel pour surmonter les obstacles et construire la paix* ».

A notre époque les liens qui se sont établis entre politique et culture, quelle que soit la définition que l'on donne à cette dernière, sont évidents pour les Français. Pourrions-nous oublier que nous vivons dans le pays d'André Malraux et de Jack Lang?

Mais dans ce cas précis et dans la relation France-Algérie qui constituera, n'en doutons pas, un axe majeur de cette politique si celle-ci finit par exister, quel rôle va-t-on assigner à la culture, elle qui ne saurait s'affranchir de l'héritage du passé?

L'empreinte marxiste reste forte chez beaucoup d'intellectuels français, chez ceux justement qui se trouvent le plus en situation d'orienter l'opinion publique, qu'ils fassent de la politique, qu'ils appartiennent à la littérature, à l'art ou au spectacle, qu'ils restent attachés aux idées de 1968 ou soient devenus des observateurs, parfois sévères, de la société qui en est issue. Leur ancien engagement contre l'Algérie française, le soutien moral et parfois matériel, qu'ils ont apportés au FLN, ont laissé une imprégnation et restent une référence commune. La rappeler au détour d'une phrase c'est affirmer leur fidélité à eux-mêmes, à un engagement fondateur

de leur pensée dont ils ne soumettent pas le mécanisme à leur propre grille de critique. Il en est ainsi lorsque J.-F. Revel, qui fut journaliste à *l'Express*, hebdomadaire très engagé durant la guerre d'Algérie, décrit, trente ans plus tard, et pour les dénoncer, les méca-

L'engagement de la droite et de la gauche pour « la décolonisation », celle de l'Algérie en particulier, reste un facteur d'unité puisqu'il consacre un dogme commun.

nismes de la désinformation. La même démonstration vaut pour les gaullistes.

Ainsi l'engagement de la droite et de la gauche pour « la décolonisation », celle de l'Algérie en particulier, reste un facteur d'unité puisqu'il consacre un dogme commun.

Certes, à la fin des années 1950, beaucoup de Français de métropole n'étaient pas favorables à l'indépendance mais, depuis, c'est le sou-

venir même de l'existence d'une pluralité de points de vue et d'analyses qui a disparu. Aujourd'hui le discours officiel a rationalisé les passions de l'époque, masqué les objectifs économiques et politiques occultes et justifié historiquement, et surtout philosophiquement, pour le public et pour les élèves, le combat contre l'Algérie française. Le débat actuel entre « mémoire et histoire » grossièrement truqué étant le dernier avatar de cette entreprise qui est complétée par la sacralisation de la doctrine officielle, avec la commémoration du 19 mars 1962.

On a souvent voulu rapprocher la réconciliation avec l'Algérie de la réconciliation avec l'Allemagne. Se réconcilier c'est surmonter le souvenir des horreurs de la guerre pour revenir à l'histoire commune et aux liens d'amitiés antérieurs. C'est justement ce que l'idéologie et les politiques française et algérienne rendent impossibles puisqu'elles ne reconnaissent pas cette histoire (cette culture?) commune.

Ce ne sont pas les « Pieds-Noirs » (qui ne pesèrent d'ailleurs jamais beaucoup dans la politique française), pas plus que le peuple algérien (il faut comprendre les femmes et les hommes avec qui nous avons vécu et qui, comme nous, n'ont pas voix au chapitre) qui empêchent quoi que ce soit.

En effet il est exclu pour le régime algérien qui tire encore un peu de prestige de sa lutte contre la France

Il est exclu pour le régime algérien qui tire encore un peu de prestige de sa lutte contre la France comme il est exclu pour les Français, (ceux de la caste des « intellectuels » et les héritiers de la politique du général de Gaulle), d'aller chercher dans le fonds culturel commun les matériaux utiles à de véritables échanges actuels.

comme il est exclu pour les Français, (ceux de la caste des « intellectuels » et les héritiers de la politique du général De Gaulle), d'aller chercher dans le fonds culturel commun les matériaux utiles à de véritables échanges actuels. L'existence « d'un fonds culturel commun » c'est pourtant ce dont rendent compte des centaines de livres écrits par des gens ordinaires, maîtres d'école, officiers, fonctionnaires... ou par des savants qui ont observé la nature ou qui, par exemple, se sont penchés sur la symbolique des dessins dont les femmes kabyles ornent les façades des maisons, qui ont créé des dictionnaires permettant aux hommes de se parler avant de se comprendre, qui ont travaillé la même terre en aimant les mêmes paysages... Et, surtout, n'oublions pas de citer le livre de celui qui observait l'observateur, qui le regardait changer à son tour. Non, n'oublions pas tous ceux dont les écrits décrivent un monde en train de naître.

Ce sont justement ces livres-là que l'on ne donne pas aux élèves. Les bibliographies des ouvrages d'histoire et des centres de documentation pédagogique en témoignent. Ceux que l'on indique parfois aux étudiants sont bardés de préfaces et de commentaires rédigés par des spécialistes du dogme qui neutralisent les dangers d'une lecture sans contrôle par les étudiants.

L'idée qu'une création originale, « unique » affirmait E. F. Gautier, se

faisait jour en Algérie, qu'elle était justement à l'origine de la naissance du courant littéraire algérien, constituerait maintenant une hérésie. L'admettre entraînerait la remise en cause de la politique française de l'époque et de ses conséquences de tous ordres : humaines, économiques et politiques. Elle signifierait la fin du récit des « résistants » à la présence française : les acteurs engagés, les signataires de manifestes, les porteurs de valises.

Il faut en prendre son parti : « la guerre d'Algérie » constitue la seule base acceptable pour une politique culturelle en faveur de la paix ! Sans présumer évidemment des espérances moins éthérées qui sont d'ordre économique.

Pour la France cela signifie retourner à Canossa afin d'y faire acte de contrition chaque fois qu'on le lui demande et concéder de temps en temps une nouvelle révision historique. Même logique de l'autre côté de la Méditerranée. C'est un peu de prestige gagné pour les hommes d'Alger, c'est la promesse de quelques contrats pour ceux de Paris ou de Marseille.

En effet, sur l'autre rive on calcule aussi. Dans son livre *Le serment des barbares*, l'auteur algérien Boualem Sansal prête au narrateur une sorte de rêverie cynique et débridée qui emprunte sa logique à « Perrette et le pot au lait » : « *Les cimetières chrétiens, livrés au vent de l'abandon, furent souillés et saccagés. Cela est de notoriété, comme le sont la peine et la rage impuissante des rapatriés...* ». Il s'ensuit une vision hallucinante de la restauration des tombes, « *Protéger les cimetières chrétiens, reconstruire les murs d'enceintes, relever les stèles, réparer les caveaux, entretenir les allées, fleurir les tombes aux grandes occasions, raser les gisants par de nobles pensées, tel est le deal* ». Il imagine un marché dans lequel les sentiments, le sens de l'honneur, le prix du ciment, le « bakchich des sidis » et le taux de change se combinent pour faire prospérer l'entreprise... Il conclut : « *Sur le plan politique, le bénéfice sera à l'avenant...* », « *Le réveil des Pieds-Noirs ouvrira des perspectives en or ; ce sont des gens entiers, ils sont partis avec les racines aux pieds et la tête bruisante de projets de retour* ».

On le voit, le monde nouveau que l'on nous préparerait ne reposerait finalement, ici et là-bas, non sur la mémoire d'un passé commun mais sur des combinaisons économique-politiques et sur l'héroïsation de la guerre révolutionnaire. Or la formule ne pourra servir qu'un temps et, dans un contexte international difficile, elle favorise en réalité l'importance des mythes et des antagonismes, la radicalisation des positions et des politiques.

Ce que nous tentons depuis quarante ans n'est pas d'étirer jusqu'à notre fin prochaine l'étoffe des souvenirs heureux mais de lutter contre l'ignorance de ce que fut l'histoire de la France en Algérie, même si nous savons désormais que cette ignorance n'est pas un vide à combler et qu'elle prospère au service d'intérêts divers grâce au renoncement et aux lâchetés.